TRIBUNAL

Arrêt du Tribunal du 12 décembre 2013 — Berliner Institut für Vergleichende Sozialforschung/Commission

(Affaire T-171/08) ⁽¹⁾

(«Fonds européen pour les réfugiés — Action de sensibilisation et de diffusion d'informations sur les réfugiés victimes d'un traumatisme psychologique — Projet "Réfugiés traumatisés dans l'Union: institutions, mécanismes de protection et bonnes pratiques" — Paiement de solde — Obligation de motivation — Principe de bonne administration — Erreur d'appréciation»)

(2014/C 39/24)

Langue de procédure: l'allemand

Parties

Partie requérante: Berliner Institut für Vergleichende Sozialforschung eV (Berlin, Allemagne) (représentants: initialement U. Claus, puis C. Otto, S. Reichmann et L.-J. Schmidt, avocats)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: initialement S. Grünheid et B. Simon, puis S. Grünheid, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision de la Commission, contenue dans le courrier du 7 mars 2008, relative à la non-reconnaissance partielle des coûts supportés par la partie requérante dans le cadre de la convention de subvention JAI/2004/ERF/073, portant sur un financement communautaire d'une action de sensibilisation et de diffusion d'informations sur les réfugiés victimes d'un traumatisme psychologique.

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *Berliner Institut für Vergleichende Sozialforschung eV est condamné aux dépens.*

⁽¹⁾ JO C 171 du 5.7.2008.

Arrêt du Tribunal du 13 décembre 2013 — HSE/Commission

(Affaire T-399/09) ⁽¹⁾

[«Concurrence — Ententes — Marché du carbure de calcium et du magnésium destinés aux secteurs sidérurgique et gazier dans l'EEE, à l'exception de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal et du Royaume-Uni — Décision constatant une infraction à l'article 81 CE — Fixation des prix et répartition du marché — Imputabilité du comportement infractionnel — Présomption d'innocence — Amendes — Article 23 du règlement (CE) n° 1/2003 — Lignes directrices pour le calcul du montant des amendes de 2006 — Circonstances atténuantes — Infraction commise par négligence — Infraction autorisée ou encouragée par les autorités publiques»]

(2014/C 39/25)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Holding Slovenske elektrarne d.o.o. (HSE) (Ljubljana, Slovénie) (représentant: F. Urlesberger, avocat)

Partie défenderesse: Commission européenne (représentants: initialement J. Bourke et N. von Lingen, puis N. von Lingen et R. Sauer, agents)

Objet

Demande d'annulation de la décision C(2009) 5791 final de la Commission, du 22 juillet 2009, relative à une procédure d'application de l'article 81 [CE] et de l'article 53 de l'accord EEE (affaire COMP/39.396 — Réactifs à base de carbure de calcium et de magnésium destinés aux secteurs sidérurgique et gazier), en ce qu'elle vise la requérante, ainsi que, à titre subsidiaire, une demande de réduction du montant de l'amende infligée à la requérante par ladite décision.

Dispositif

- 1) *Le recours est rejeté.*
- 2) *Holding Slovenske elektrarne d.o.o. (HSE) supportera, outre ses propres dépens, ceux exposés par la Commission européenne.*

⁽¹⁾ JO C 312 du 19.12.2009.